

Au sein des Quinze, les petits pays tirent le meilleur parti de « l'économie de la connaissance »

L'Irlande, la Finlande, et dans une moindre mesure, la Suède sont les pays de l'Union qui progressent le plus rapidement vers l'objectif fixé au sommet de Lisbonne, en mars 2000, par le Conseil européen : mettre le Vieux Continent sur les rails de « l'économie de la connaissance », d'une croissance basée sur l'innovation scientifique et technique, sur le travail qualifié et la circulation des savoirs.

Le panorama des *Statistiques de la science et de la technologie en Europe*, publié le 21 mars par l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat, 176 p., 35 €), associe pour la première fois des données traditionnelles, telles que l'évolution des dépenses de recherche et développement (R & D), avec des données sur l'emploi dans les « industries de haute technologie » (chimie, construction d'équipements informatique, électrique, mécanique, médicaux ou de télécommunications, construction automobile et de matériels de transports) et les « services intenses en connaissance » (transports, postes et télécommunications, finances, immobilier, services aux entreprises, éducation, santé, action sociale, loisirs, sport et culture).

Relativement au produit intérieur brut (PIB), l'effort européen de R & D a diminué entre 1985 et 1998 de 1,97 % à 1,86 %, loin derrière les Etats-Unis (2,58 %) et le Japon (3,03 %). En valeur absolue, les dépenses intérieures brut de R & D atteignaient 141 milliards d'euros, contre 202 milliards aux Etats-Unis et 102 au Japon. Cette faiblesse de la position européenne laisse donc quelque inquiétude quant à la poursuite de l'objectif fixé à Lisbonne.

En fait, cette faiblesse tient à la réduction de l'effort de R & D des plus grands pays de l'Union : la part du PIB qui y est consacrée a diminué de 9 % en France, 10 % en Italie, 16 % en Allemagne et 18 % au

13,5 % de la population active européenne sont diplômés d'une université et travaillent dans un domaine scientifique

Royaume-Uni, entre 1985 et 1998. Or ces quatre pays totalisent 75 % des dépenses de R & D en Europe. Les dégâts sont cependant limités par la croissance spectaculaire de cet indicateur dans les « petits » pays européens, soit qu'ils visent à combler leur retard sur les grands (cas de la Grèce + 82 %, de l'Irlande + 71 %, du Portugal + 61 %), soit qu'ils les aient déjà rattrapés ou dépassés, ce qui est le cas de la Suède (2,88 % du PIB en 1985, 3,77 % en 1998), du Danemark (1,25 % en 1985, 1,93 % en 1998) et de la Finlande (1,58 % en 1985, 2,89 % en 1998).

L'étude d'Eurostat évalue pour la première fois le poids de « l'économie de la connaissance » en termes d'emplois. La part des industries de haute technologie représentait 38 % de l'emploi industriel total en 1999, en croissance de 0,9 % par an entre 1995 et 1999 (contre 0,3 % pour l'ensemble des emplois industriels) - des chiffres datant il est vrai d'avant les difficultés rencontrées par ce secteur, à partir d'avril 2000. Celle des activités « intenses en connaissance » représentait 48 % des emplois de services, avec une croissance annuelle de 2,9 % (contre 1,2 % pour l'ensemble du secteur des services).

L'emploi de haute technologie est particulièrement important dans les pays de tradition industrielle, comme l'Allemagne (46 %) ou la Grande-Bretagne (43 %), mais aussi en Suède (44 %). Les petits pays

de l'Union manifestent là encore leur dynamisme, puisque la croissance de ce type d'emplois atteint 3,8 % en Grèce, 5,8 % en Finlande et 8,7 % en Irlande.

Le même scénario peut être observé pour les emplois de services « intenses en connaissance ». Certes, les grands pays possèdent une indéniable avance dans ce domaine (50 % des emplois de services en France, 54 % au Royaume-Uni), mais des pays comme la Suède (63 %), le Danemark (60 %), la Finlande (57 %), les Pays-Bas (55 %) font encore mieux, et le taux de croissance annuelle des emplois de ce type est plus fort dans les petits pays (Finlande 3,8 %, Grèce 4 %, Belgique 4,1 %, Pays-Bas 4,6 %, Irlande 7,7 %) que dans les grands (France 1,7 %, Royaume-Uni 2,8 %, Allemagne 2,9 %, Italie 3,1 %).

Ces performances des petits pays de l'Union peuvent être mises sur le compte d'un effort de R & D plus important que la moyenne et continu dans le temps, ainsi que d'un potentiel de ressources humaines qualifiées plus vaste que dans les grands pays. Les données qu'Eurostat a réunies sous l'appellation

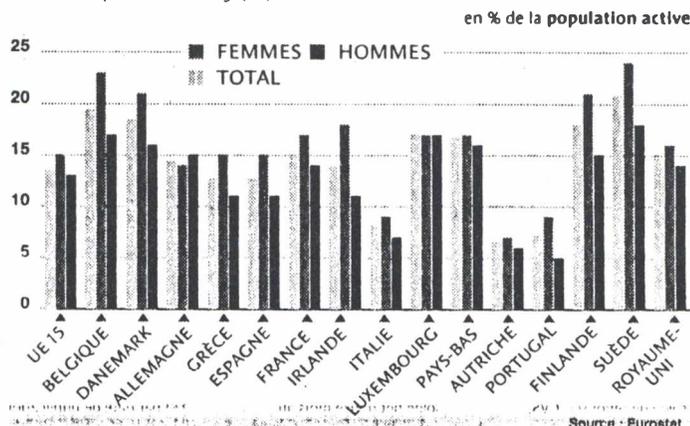
« noyau des ressources humaines en sciences et technologie » est éclairant. Le recensement des salariés européens réunissant deux conditions - détenir un diplôme ou un titre universitaire ou équivalent, travailler dans un domaine scientifique ou technologique - donne un total de 23 millions de personnes, soit 13,5 % de la population active. Or les taux les plus élevés sont enregistrés en Suède, Belgique, Danemark et Finlande, et les plus faibles en Italie, Portugal et Autriche, les grands pays se situant un peu au-dessus de la moyenne.

Au total, l'expansion de l'économie de la connaissance a tendance à réduire les écarts de développement entre grandes et petites puissances économiques européennes. Elle semble également réduire l'inégalité entre les hommes et les femmes : la part du « noyau des ressources humaines en sciences et technologie » dans la population active est en effet plus importante chez les premières que chez les seconds ; la situation est particulièrement favorable aux femmes dans... les petits pays du nord de l'Europe.

Antoine Reverchon

▼ Des ressources humaines inégalement réparties

Salariés diplômés de l'enseignement supérieur travaillant dans un domaine scientifique ou technologique, en 1999



Le Monde
Economie
24.4.2001.
p.14.